

Art. 10.— Le présent décret est applicable aux administrations de l'Etat, aux communes et à leurs établissements publics en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

Art. 11.— La ministre des outre-mer est chargée, en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 24 février 2016.

Manuel VALLS.

Par le Premier ministre :  
La ministre des outre-mer,  
George PAU-LANGEVIN.

## ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

### TEXTES DES LOIS DU PAYS ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE

**TEXTE ADOPTE n° 2016-9 LP/APF du 25 février 2016 de la loi du pays portant modification du code de l'environnement.**

NOR : ENV1402294LP

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er.— L'article LP. 100-1 du code de l'environnement est modifié comme suit :

1° Il est ajouté aux définitions de l'article LP. 100-1 trois tirets, classés par ordre alphabétique et rédigés comme suit :

- “- activités éducatives : sont considérées comme des activités éducatives, les activités qui visent à compléter de manière diversifiée l'éducation et l'information. Les activités éducatives peuvent aussi revêtir selon leur finalité et leur modalité d'organisation le caractère scolaire, périscolaire ou extra scolaire ;
- “- soins animaliers : les soins animaliers s'entendent d'une intervention curative ou préventive réalisée sur un animal et nécessaire à sa santé : soin d'une plaie, administration de médicament, vaccination, etc. Tous les soins animaliers sont obligatoirement réalisés par des vétérinaires diplômés ou, en l'absence de vétérinaires diplômés, des personnes autorisées par la direction de l'environnement ;
- “- soins botaniques : interventions curatives ou préventives réalisées sur une espèce végétale par une personne autorisée par la direction de l'environnement”.

2° Les définitions de l'aquarioculture, de l'aquariophilie et de l'espèce d'intérêt particulier sont remplacées par les dispositions suivantes :

- “- aquarioculture : tout élevage, à des fins non principalement commerciales, d'une ou plusieurs espèces marines ou d'eau douce, dans un environnement artificiel ou naturel permettant de les conserver et de les traiter avec soin, poursuivant un objectif de réhabilitation écologique et de réintroduction des espèces dans leur milieu naturel ;
- “- aquariophilie : tout élevage, à des fins non principalement commerciales, d'une ou plusieurs espèces marines ou d'eau douce, dans un environnement artificiel ou naturel permettant de les conserver et de les traiter avec soin, poursuivant un objectif pédagogique ;
- “- espèce d'intérêt particulier : espèce qui n'est pas obligatoirement menacée ailleurs, mais dont le maintien est incertain compte tenu de la diminution de ses effectifs et de la réduction de ses habitats. Sa présence en Polynésie française enrichit la biodiversité locale. Cette catégorie comporte également les espèces présentant un intérêt social, culturel ou traditionnel”.

Art. LP. 2.— Les second et septième alinéa de l'article D. 111-2, renuméroté LP. 111-2, sont modifiés ainsi qu'il suit :

- I Au deuxième alinéa de l'article LP. 111-2, sont ajoutés le terme : “(la)” juste après la première expression : “Réserve naturelle intégrale” et le terme : “(Ib)” juste après la première expression : “zone de nature sauvage” ;
- II Au septième alinéa de l'article LP. 111-2, le mot : “protégée” est supprimé de l'expression : “Aire protégée de ressources naturelles gérées”.

Art. LP 3.— L'article D. 111-3 du code de l'environnement est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. LP. 111-3.— Lorsque le bien, public ou privé, appartient à la Polynésie française, la décision de classement est prononcée par arrêté pris en conseil des ministres après consultation des communes concernées, de l'assemblée de la Polynésie française et de la commission des sites et des monuments naturels. Lorsque le bien n'appartient pas à la Polynésie française, la décision de classement est prononcée par arrêté pris en conseil des ministres après notification aux propriétaires, consultation des communes concernées, et de la commission des sites et des monuments naturels.

“L'avis des communes concernées par la décision de classement est réputé favorable après un délai de deux mois sans réponse à compter de la consultation des communes concernées par la Polynésie française.

“Sous réserve des dispositions de l'article 47 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, la décision de classement de la zone économique exclusive est prononcée par arrêté pris en conseil des ministres et après consultation de la commission des sites et des monuments naturels et de l'assemblée de la Polynésie française.

“A l'exception de la zone économique exclusive, une enquête publique est menée dans tous les cas comme en matière de document d'aménagement.

“La décision de classement intervient au plus tard quinze mois à compter, selon le cas, de l'arrêté en conseil des ministres soumettant le projet de classement à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française, ou de la notification aux propriétaires.”

Art. LP 4.— L'article LP. 111-4 du code de l'environnement est remplacé par les dispositions suivantes :

“*Art. LP. 111-4.*— Outre le plan de délimitation de l'espace naturel à classer, l'acte de classement détermine la catégorie de classement dans laquelle il est prévu de classer l'espace naturel protégé. Il fixe ainsi le ou les objectifs de gestion de l'espace naturel à classer, tel que prévu par les dispositions de l'article D. 111-2 du présent code.

“Il peut fixer également une liste de sujétions et d'interdictions nécessaires à la protection de l'espace naturel protégé ainsi que les orientations générales de sa gestion.

“Il désigne les personnes physiques ou morales ou la structure chargée de la gestion et de l'administration de l'espace naturel protégé.”

Art. LP. 5.— L'article D. 111-5 devient l'article LP. 111-5 et les références à cet article dans le code de l'environnement sont modifiées en conséquence. Les références aux articles D. 111-4 et D. 111-8 dans l'article LP. 111-5 sont remplacées respectivement par les références aux articles LP. 111-4 et LP. 111-8.

Art. LP. 6.— Il est inséré un article LP. 111-5-1 après l'article LP. 111-5 du code de l'environnement :

“*Art. LP. 111-5-1.*— Un plan de gestion de l'espace naturel protégé fixe, par arrêté du ministre en charge de l'environnement ou du ministre en charge de la pêche, chacun pour ce qui le concerne, le détail des sujétions et des interdictions nécessaires à sa protection et sa gestion.

“Le plan de gestion de l'espace naturel protégé peut ainsi soumettre à un régime particulier et, le cas échéant, interdire à l'intérieur de l'espace naturel protégé toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore et plus généralement, d'altérer le caractère dudit espace, notamment la chasse et la pêche, la cueillette et la collecte, les activités agricoles, forestières et pastorales, industrielles, minières, publicitaires et commerciales, l'exécution de travaux publics ou privés, l'extraction de matériaux concessibles ou non, l'utilisation des eaux, la circulation du public quel que soit le moyen employé.

“Sous réserve des dispositions spécifiques prévues par le présent code pour les espèces menaçant la biodiversité et présentes à l'intérieur de l'espace naturel protégé, le plan de gestion de l'espace naturel protégé peut également interdire d'emporter en dehors des espaces naturels protégés tout ou partie de minéraux, fossiles, animaux et végétaux, quel que

soit leur stade de développement, de les détenir, de les consommer, de les mettre en vente ou de les acheter.

“Par exception aux interdictions prévues aux alinéas précédents, le même plan de gestion de l'espace naturel protégé peut prévoir des dérogations à des fins d'études scientifiques, de gestion et de suivi de l'espace naturel protégé.

“Le plan de gestion de l'espace naturel protégé est établi en tenant compte de l'intérêt du maintien des activités traditionnelles existantes dans la mesure où elles sont compatibles avec les intérêts définis à l'article D. 111-1 du présent code”.

Art. LP 7.— Les mots : “et le plan de gestion de l'espace naturel protégé” sont insérés après les mots : “l'acte de classement” du premier alinéa de l'article LP. 111-6 du code de l'environnement.

Art. LP 8.— L'article LP. 111-7 du code de l'environnement est remplacé par les dispositions suivantes :

“*Art. LP. 111-7.*— Afin de répondre aux objectifs de classement énoncés à l'article D. 111-1 du présent code, les propriétaires peuvent demander que leurs propriétés privées soient classées comme espace naturel protégé. L'autorité administrative procède au classement après consultation des communes intéressées et de la commission des sites et des monuments naturels.

“Un arrêté en conseil des ministres précise la durée du classement, ses modalités, les mesures conservatoires dont bénéficient ces espaces ainsi que les obligations du propriétaire, notamment en matière de gardiennage et de responsabilité civile à l'égard des tiers”.

Art. LP. 9.— Les alinéas deux, trois et quatre de l'article LP. 121-2 du code de l'environnement sont remplacés par les dispositions suivantes :

“1° Quel que soit le stade de développement des espèces animales, la destruction, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la capture intentionnelle ou l'enlèvement, la naturalisation des spécimens vivants y compris leurs œufs et leurs nids ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, leur importation ou leur exportation ;

“2° Quel que soit le stade de développement des espèces végétales, la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de spécimens vivants y compris leurs semences, fructifications ou tout ou partie des végétaux ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, leur importation ou leur exportation ;

“3° La destruction, l'altération, la modification ou la dégradation des habitats naturels desdites espèces, y compris les cavités souterraines naturelles ou artificielles”.

Art. LP. 10.— Le troisième alinéa de l'article LP. 121-3 du code de l'environnement est remplacé par les dispositions suivantes :

- "prescrire sur l'ensemble de la Polynésie française, pour une durée limitée le cas échéant, pour certaines espèces, une partie ou la totalité des interdictions mentionnées à l'article LP. 121-2".

Il est inséré un article LP. 121-3-1 après l'article LP. 121-3 du code de l'environnement :

"Art. LP. 121-3-1.— En l'absence de dispositions particulières à chaque espèce protégée relevant de la catégorie B, sont interdits durant la période de classement :

- "1° Quel que soit le stade de développement des espèces animales, la destruction, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la capture intentionnelle ou l'enlèvement, la naturalisation des spécimens vivants y compris leurs œufs et leurs nids ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, leur importation ou leur exportation ;
- "2° Quel que soit le stade de développement des espèces végétales, la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de spécimens vivants y compris leurs semences, fructifications ou tout ou partie des végétaux ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, leur importation ou leur exportation ;
- "3° La destruction, l'altération, la modification ou la dégradation des habitats naturels desdites espèces, y compris les cavités souterraines naturelles ou artificielles.

L'importation et l'exportation des espèces protégées sont interdites sous tous régimes douaniers durant la période prévue par l'arrêté de classement en espèce protégée relevant de la catégorie B".

Art. LP. 11.— L'article LP. 121-4 du code de l'environnement est remplacé par les dispositions suivantes :

"Par dérogation aux interdictions ou restrictions prévues respectivement par les articles LP. 121-2 et LP. 121-3 du code de l'environnement et aux fins uniquement de conservation des espèces protégées relevant de la catégorie A ou B, la capture, la cueillette, l'enlèvement, la détention, l'utilisation, le transport, l'exportation ou l'importation, ou encore l'entretien dans des installations de conservation "ex-situ" ou dans le milieu naturel de tout ou partie de spécimens d'espèces protégées, peuvent être autorisées par arrêté du Président de la Polynésie française et après avis de la commission des sites et monuments, dans les cas suivants :

- "1° Lorsque l'espèce est menacée d'extinction en Polynésie française en raison de la diminution, observée ou prévisible, de ses effectifs ;

"2° Dans le cadre de programmes de repeuplement, de réintroduction à des fins de conservation, pour des opérations de reproduction et de conservation nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle de plantes.

"Les autorisations prévues au présent article sont définies par arrêté pris en conseil des ministres, qui fixe notamment leur périmètre, les conditions et modalités d'attribution à des personnes physiques ou morales désirant assurer la conservation des spécimens d'espèces protégées, les caractéristiques (conditions de durée, de validité et d'exercice général des activités précitées, en particulier les normes d'élevage et/ou de culture, les règles que doivent respecter les personnes autorisées à détenir ou élever dans le milieu naturel ou hors du milieu naturel des spécimens d'espèces protégées et les prescriptions en matière de relâcher et/ou de réimplantation dans le milieu naturel), le renouvellement et le retrait des autorisations.

"Toute utilisation de spécimens d'espèces protégées à des fins autres que celles expressément spécifiées dans l'arrêté portant dérogation fera l'objet d'une suspension immédiate de la dérogation, ainsi que des sanctions prévues par les dispositions du livre Ier, titre III du présent code".

Art. LP. 12.— Le titre II du livre Ier du code de l'environnement est ainsi modifié :

Dans l'intitulé de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre 1er, après les mots : "Recherche scientifique, aquariophilie et aquarioculture" sont ajoutés les mots : "activités éducatives, soins animaliers et soins botaniques".

Art. LP 13.— L'article LP. 121-5 du code de l'environnement est remplacé par les dispositions suivantes :

"Par dérogation aux interdictions prévues par les articles LP. 121-2 et LP. 121-3 du code de l'environnement, des autorisations spéciales peuvent être accordées par arrêté du président de la Polynésie française et après avis de la commission des sites et monuments naturels :

- "1° A des fins strictement de recherche ;
- "2° Pour l'aquariophilie en Polynésie française de spécimens d'espèces protégées marines et d'eau douce ;
- "3° Pour l'aquarioculture en Polynésie française de spécimens d'espèces protégées marines et d'eau douce ;
- "4° A des fins éducatives ;
- "5° A des fins de soins animaliers et botaniques.

"Les 2°, 3° et 4° ne supportent aucune dérogation à l'interdiction d'exportation prévue par l'article LP. 121-2 du code de l'environnement.

"Les autorisations mentionnées au présent article sont créées et définies par arrêté pris en conseil des ministres, qui fixe leur périmètre, les conditions et modalités d'attribution, les caractéristiques (conditions de durée, de validité et d'exercice général des activités précitées), le renouvellement et le retrait des autorisations."

Art. LP. 14.— Les références aux articles D. 121-2 et D. 121-3 dans l'article LP. 121-7 sont remplacées respectivement par les références aux articles LP. 121-2 et LP. 121-3.

Art. LP. 15.— Le titre II du livre Ier du code de l'environnement est modifié comme suit :

Les dispositions de la section 1 du chapitre 4 sont supprimées, sauf les articles D. 124-70, D. 124-71, D. 124-72 et D. 124-75 qui deviennent respectivement les articles LP. 124-1, LP. 124-2, LP. 124-3 et LP. 124-4, regroupés sous le chapitre 4 "Les espèces non menacées soumises à des dispositions particulières".

Art. LP. 16.— Le titre III du livre Ier du code de l'environnement est modifié comme suit :

- les articles D. 124-80, LP. 124-82, LP. 124-83, LP. 124-83-1, LP. 124-83-2 et LP. 124-83-5 à LP. 124-83-6 deviennent respectivement LP. 130-1, LP. 130-6, LP. 130-7, LP. 130-8, LP. 130-9 et LP. 130-12 à LP. 130-13.

Les références à ces articles dans le code de l'environnement sont modifiées en conséquence.

Art. LP. 17.— L'article LP. 124-81 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. LP. 130-2.— Outre les dispositions particulières prévues aux articles suivants, sont punies d'une peine d'emprisonnement d'un an et d'une amende de 1 700 000 F CFP, ou de l'une de ces deux peines, les infractions aux dispositions des articles LP. 121-2, LP. 121-3, LP. 121-3-1, LP. 121-4, LP. 121-5, LP. 121-7, LP. 123-1, LP. 123-2 et LP. 123-3 du présent code, ainsi que les infractions aux mesures d'application de ces dispositions.

"En cas de récidive, il est prononcé une peine d'emprisonnement de deux ans et une amende de 3 400 000 F CFP, ou l'une de ces deux peines seulement.

"Est notamment puni des peines prévues au 1er alinéa du présent article :

"I. - Le fait, en violation des interdictions prévues par les dispositions des articles LP. 121-2, LP. 121-3 et LP. 121-3-1 du code de l'environnement et des règlements ou des décisions individuelles pris pour leur application :

"1° De porter atteinte à la conservation d'espèces animales protégées relevant de la catégorie A ou B, en procédant quel que soit leur stade de développement, à la destruction, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la capture intentionnelle ou l'enlèvement, la naturalisation des spécimens vivants y compris leurs œufs et leurs nids ou, qu'ils soient vivants ou morts, à leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, leur importation ou leur exportation ;

"2° De porter atteinte à la conservation d'espèces végétales protégées relevant de la catégorie A ou B, en procédant quel que soit leur stade de développement, à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de spécimens vivants y compris leurs semences, fructifications ou tout ou partie des végétaux ou, qu'ils soient vivants ou morts, à leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, leur importation ou leur exportation ;

"3° De porter atteinte à des habitats d'espèces protégées relevant de la catégorie A ou B, en procédant à la destruction, l'altération, la modification ou la dégradation des habitats naturels desdites espèces, y compris les cavités souterraines naturelles ou artificielles.

"II. - Le fait, en violation des dispositions de l'article LP. 121-2 du code de l'environnement et des règlements ou des décisions individuelles pris pour leur application de détenir et/ou transporter sans autorisation des spécimens d'animaux ou végétaux morts des espèces protégées relevant de la catégorie A, aux fins de destruction, analyse et/ou autopsie.

"III. - Le fait, en violation des dispositions des articles LP. 121-4 et LP. 121-5 du code de l'environnement et des règlements ou des décisions individuelles pris pour leur application :

"1° De se livrer sans autorisation, à la capture, la cueillette, l'enlèvement, la détention, l'utilisation, le transport, l'exportation ou l'importation, ou encore l'entretien dans des installations de conservation "ex-situ" ou dans le milieu naturel de tout ou partie de spécimens d'espèces protégées appartenant à la catégorie A ou B ;

"2° De se livrer sans autorisation, à des travaux de recherche, à l'aquariophilie ou l'aquarioculture, ou encore d'utiliser à des fins éducatives ou à des fins de soins animaliers et botaniques des espèces animales et végétales protégées appartenant à la catégorie A et B ;

"3° De ne pas satisfaire aux prescriptions générales ou particulières prévues par les décisions individuelles délivrées au titre des articles LP. 121-4 et LP. 121-5 précités.

"IV. - Le fait, en violation des dispositions des articles LP. 123-1, LP. 123-2 et LP. 123-3 du code de l'environnement et des règlements ou des décisions individuelles pris pour leur application :

"1° De procéder à l'introduction volontaire ou à l'importation volontaire sous tous régimes douaniers, sur le territoire de la Polynésie française, quelle qu'en soit l'origine, de spécimens vivants d'espèces animales ou végétales n'existant pas sur le territoire à la date du 28 décembre 1995 ou de spécimens vivants d'espèces menaçant la biodiversité ;

"2° De procéder à l'introduction volontaire nouvelle ou à l'importation volontaire nouvelle sous tous régimes douaniers, sur le territoire de la Polynésie française, quelle qu'en soit l'origine, de spécimens vivants d'espèces menaçant la biodiversité ;

“3° De procéder au transfert volontaire d'une île à l'autre de spécimens vivants d'espèces menaçant la biodiversité.

“La tentative des délits prévus aux I et IV est punie des mêmes peines.

“L'amende prévue au 1er alinéa du présent article est doublée lorsque les infractions visées *supra* sont commises dans un espace naturel classé par le code de l'environnement.

“Le fait de commettre les infractions mentionnées aux I, III et IV du présent article en bande organisée, au sens de l'article 132-71 du code pénal, est puni de sept (7) ans d'emprisonnement et 17 800 000 F CFP d'amende. En cas de récidive, l'amende est portée à 35 600 000 F CFP”.

Art. LP. 18. — Il est inséré après l'article LP. 130-2, trois articles ainsi rédigés :

“Art. LP. 130-3.-1. — Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de 4e classe :

“Le fait, en violation des dispositions des articles LP. 123-1, LP. 123-2 et LP. 123-3 du code de l'environnement et des règlements ou des décisions individuelles pris pour leur application :

“1° De procéder à l'introduction ou à l'importation sous tous régimes douaniers, par négligence ou imprudence, sur le territoire de la Polynésie française, quelle qu'en soit l'origine, de spécimens vivants d'espèces animales ou végétales n'existant pas sur le territoire à la date du 28 décembre 1995 ou de spécimens vivants d'espèces menaçant la biodiversité ;

“2° De procéder à l'introduction nouvelle ou à l'importation nouvelle sous tous régimes douaniers, par négligence ou imprudence, sur le territoire de la Polynésie française, quelle qu'en soit l'origine, de spécimens vivants d'espèces menaçant la biodiversité ;

“3° De transférer par négligence ou par imprudence, d'une île à l'autre de spécimens vivants d'espèces menaçant la biodiversité.

“II. - Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de 3e classe :

“Le fait, en violation des dispositions de l'article LP. 121-6 du code de l'environnement et des règlements et décisions individuelles pris pour son application, de ne pas satisfaire aux prescriptions générales et particulières prévues en matière de recherche, de poursuite, pour la prise de vue ou de son des animaux des espèces protégées ou des animaux de toutes espèces dans certaines zones.

“En cas de récidive, les amendes prévues au I et II du présent article sont doublées.

“Les amendes prévues au I et II du présent article sont doublées lorsque les infractions visées *supra* sont commises dans un espace naturel classé par le code de l'environnement”.

“Art. LP. 130-4. — Outre les sanctions prévues pour les infractions mentionnées aux articles LP. 130-2 et LP. 130-3 du code de l'environnement, les peines complémentaires suivantes peuvent être prononcées :

- “- confiscation des armes, filets, engins et autres instruments de capture, de récolte ou d'enlèvement, ainsi que des moyens de transport (avions, bateaux, automobiles, etc.) utilisés par les contrevenants ;
- “- confiscation et, s'il y a lieu, destruction des armes, filets, engins, instruments de capture, de récolte ou d'enlèvement, moyens de transport (avions, bateaux, automobiles, etc.) abandonnés par les contrevenants restés inconnus ;
- “- confiscation des spécimens d'espèces protégées relevant de la catégorie A ou B. Les spécimens vivants seront dans la mesure du possible, sur proposition de la direction de l'environnement, réintroduits aux frais du contrevenant dans leur milieu naturel d'origine ou à défaut, remis contre décharge à des personnes physiques ou morales œuvrant pour la recherche ou pour la conservation de la nature ;
- “- confiscation des spécimens d'espèces introduites, importées ou transférées, n'existant pas sur le territoire à la date du 28 décembre 1995 ou présentant une menace actuelle ou potentielle pour la biodiversité. Il est procédé à la destruction immédiate des spécimens vivants d'espèces végétales. Les spécimens vivants d'espèces animales sont, dans la mesure du possible, sur proposition de la direction de l'environnement, renvoyés vers leur lieu d'origine. A défaut, il est procédé à leur destruction, aux frais du contrevenant.”

“Art. LP. 130-5. — Les présentes sanctions pénales s'appliquent sans préjudice des dispositions du code des douanes se rapportant aux réglementations que l'administration des douanes est chargée d'appliquer.”

Art. LP 19. — L'article LP. 124-83-3 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. LP. 130-10. — Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait, en infraction aux dispositions de l'acte de classement et du plan de gestion de l'espace naturel protégé :

- “- d'abandonner, déposer, jeter, déverser ou rejeter des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature que ce soit, à l'aide d'un véhicule ou d'une embarcation ;
- “- d'emporter en dehors des espaces naturels protégés, de mettre en vente, de vendre ou d'acheter des minéraux ou des fossiles, en provenance de l'espace naturel protégé ;
- “- de chasser ou détenir une arme pouvant être utilisée pour la chasse ;
- “- de cueillir, collecter, détruire, détenir, colporter, transporter ou commercialiser tout ou partie d'un végétal, quel que soit son stade de développement, en provenance de l'espace naturel protégé ;
- “- d'emporter, détruire, détenir, colporter, transporter, commercialiser ou consommer tout ou partie d'un animal ou d'un coquillage, quel que soit son stade de développement, en provenance de l'espace naturel protégé”.

Art. LP 20.— L'article LP. 124-83-4 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. LP. 130-11.— Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait de ne pas respecter les dispositions de la décision de classement ou de gestion en espace naturel protégé réglementant ou interdisant :

- “- les activités agricoles, forestières et pastorales, industrielles, minières, publicitaires et commerciales ;
- “- la pêche en eau douce, maritime ou sous-marine ou le port des armes ou engins correspondants ou leur détention dans un véhicule ou une embarcation circulant dans l'espace naturel classé ;
- “- l'exécution des travaux publics ou privés”.

Art. LP 21.— Les références aux articles LP. 124-81 et LP. 124-83-3 dans le code de l'environnement sont remplacées respectivement par les références aux articles LP. 130-2 et 130-10.

Art. LP 22.— Il est inséré après l'article LP. 130-13, trois articles ainsi rédigés :

“Art. LP. 130-14.— Les infractions prévues aux articles LP. 130-3, LP. 130-8 et LP. 130-9 peuvent faire l'objet d'une procédure d'amende forfaitaire, dont le montant est déterminé par le présent code”.

“Art. LP. 130-15.— Le juge peut remplacer les peines de prison prévues aux articles LP. 130-2 et LP. 130-6 par une peine de travail d'intérêt général pour une durée de vingt à cent dix heures”.

“Art. LP. 130-16.— Outre le paiement de la contravention prévue aux articles LP. 130-7, LP. 130-10 et LP. 130-11, le juge peut assortir sa décision, à titre de peine complémentaire, d'une peine de travail d'intérêt général pour une durée de vingt à cent vingt heures”.

Art. LP. 23.— *Homologation des peines de prison*

Les dispositions de l'article LP. 130-2 du code de l'environnement, dans leur rédaction issue de la présente loi du pays, entrent en vigueur après leur homologation par la loi en tant qu'elles prévoient l'infliction de peines d'emprisonnement.

Art. LP. 24.— Il est inséré juste après le “Livre II prévention des pollutions des risques et des nuisances”, deux articles ainsi rédigés :

“Art. LP. 200-1.— Dispositions générales

“Il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde et de contribuer à la protection de l'environnement et à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, y compris lorsqu'il s'agit du cadre de vie. Les personnes publiques et privées doivent, dans toutes leurs activités, se conformer aux mêmes exigences.

“Art. LP. 200-2.— Lutte contre le bruit

“Outre les dispositions spécifiques prévues par le présent code, il est interdit d'émettre ou de propager sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement.

“Ainsi aucun bruit particulier ne doit, par sa durée, sa répétition ou son intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé, qu'une personne en soit elle-même à l'origine ou que ce soit par l'intermédiaire d'une personne, d'une chose dont elle a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité.

“Est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe le fait d'être à l'origine d'un bruit particulier de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

“Les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité d'autrui sont également punis de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

“Les personnes coupables des contraventions prévues au présent article encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction.

“Le fait de faciliter sciemment, par aide ou assistance, la préparation ou la consommation des contraventions prévues au présent article est puni des mêmes peines”.

Art. LP. 25.— Il est inséré juste après l'article D. 211-2, deux articles ainsi rédigés :

“Art. LP. 211-2-1.— Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe le fait de déposer, aux emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, en vue de leur enlèvement par le service de collecte, sans respecter les conditions fixées par cette autorité, notamment en matière d'adaptation du contenant à leur enlèvement, de jours et d'horaires de collecte ou de tri des déchets.

“Art. LP. 211-2-2.— Hors les cas prévus à l'alinéa suivant et par l'article R. 635-8 du code pénal relatif à l'abandon d'épaves de véhicules ou d'ordures, déchets, matériaux et autres objets transportés dans un véhicule, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, y compris en urinant sur la voie publique, si ces faits ne sont pas accomplis par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation.

“Le fait d’embarrasser la voie publique en y déposant ou y laissant sans nécessité des matériaux ou objets quelconques qui entravent ou diminuent la liberté ou la sûreté de passage est puni de l’amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

“Les personnes coupables de la contravention prévue à l’alinéa précédent encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l’infraction ou de la chose qui en est le produit”.

Art. LP. 26. — Il est inséré juste après le premier alinéa de l’article LP. 440-1, les dispositions ainsi rédigées :

“La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les arrêtés de police, dès lors que l’arrêté municipal concerné est pris notamment en matière de protection de l’environnement et vise le code de l’environnement de la Polynésie française, sont punis de

l’amende prévue pour les contraventions de la première classe”.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

*La secrétaire de séance,*  
Minarii Chantal GALENON.

*Le président,*  
Marcel TUIHANI.

*Travaux préparatoires :*

- Avis n° 243 HCPF du 20 janvier 2015 du haut conseil de la Polynésie française ;
- Avis n° 15-2015 CESC du 15 janvier 2015 du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 1590 CM du 15 octobre 2015 soumettant un projet de loi du pays à l’assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission du tourisme, de l’écologie, de la culture, de l’aménagement du territoire et du transport aérien le 12 février 2016 ;
- Rapport n° 21-2016 du 12 février 2016 de Mme Nicole Bouteau, rapporteur du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 25 février 2016.

**DIRECTION REGIONALE DES DOUANES**

**COURS DES CHANGES**

pour l’application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 4 au 17 mars 2016 inclus)

données BDF - parité quotidienne au 2 mars 2016

CODE DEVISE PAYS	DEVISES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro .....	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d’Amérique ...	1 dollar US	109,92
AUD Australie .....	1 dollar australien	79,50
CAD Canada .....	1 dollar canadien	81,76
CHF Suisse .....	1 franc suisse	110,03
DKK Danemark .....	1 couronne danoise	16,00
GBP Grande-Bretagne .....	1 livre sterling	154,15
HKD Hong Kong .....	1 dollar Hong Kong	14,14
JPY Japon .....	1 yen	0,96
NOK Norvège .....	1 couronne norvégienne	12,67
NZD Nouvelle-Zélande .....	1 dollar néo-zélandais	72,74
SEK Suède .....	1 couronne suédoise	12,78
SGD Singapour .....	1 dollar singapour	78,37
FJD Fidji (1) .....	1 dollar fidjien	51,84
THB Thaïlande .....	1 baht	3,09
CNY Chine .....	1 yuan	16,78
KRW Corée .....	1 won coréen	0,09
IDR Indonésie .....	1 roupie indonésienne	0,01
BRL Brésil .....	1 real brésilien	28,06

(1) cours fin de mois au 29 février 2016